

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 179.128 du 30 janvier 2008

G./A.184.413/VI-17.509

En cause : **BRUNSPERGER** Christophe,

ayant élu domicile chez
Me Olivier LOUIS, avocat,
rue de la Grosse Pomme, n° 12,
7000 Mons,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le Ministre de l'Intérieur.

--

**LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE
DU CONSEIL D'ETAT, SIEGEANT EN REFERE,**

Vu la demande introduite le 18 juillet 2007 par Christophe BRUNSPERGER, qui tend à la suspension de l'exécution de la décision du Ministre de l'Intérieur du 3 juillet 2007 refusant de lui délivrer une carte d'identification d'agent de gardiennage;

Vu l'ordonnance du 9 octobre 2007 accordant à Christophe BRUNSPERGER le bénéfice de la procédure gratuite dans la procédure en suspension;

Vu la note d'observations et le dossier administratif;

Vu le rapport de M. THIBAUT, Auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 9 janvier 2008 fixant l'affaire à l'audience du 23 janvier 2008 à 10.00 heures;

Vu la notification du rapport et de l'ordonnance de fixation aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} WILLOT-THOMAS, Président de chambre;

Entendu, en ses observations, M. Philippe JAQUEMYNS, attaché, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, Premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat dispose en son article 4, alinéa 3 :

" Si le demandeur n'est ni présent ni représenté, la demande tendant à l'octroi de la suspension (...) est rejetée";

Considérant qu'à l'audience du 23 janvier 2008, le requérant n'était ni présent ni représenté; que la demande de suspension doit être rejetée,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La demande est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le
trente janvier deux mille huit par :

M^{mes} WILLOT-THOMAS,
SCHMITZ,

Président de chambre,
Greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. SCHMITZ.

M.-L. WILLOT-THOMAS.